

Nigeria/Jihadisme

Offensive régionale contre Boko Haram dans le nord-est du Nigeria

AFP
Kano/Nigeria

LES militaires nigériens et des soldats de pays voisins ont lancé une grande offensive contre les deux factions du groupe islamiste Boko Haram et leurs dirigeants dans leurs bastions du nord-est du Nigeria, a annoncé hier l'armée nigérienne.

Des soldats du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria, alliés dans le cadre d'une force régionale formée en 2015 pour lutter contre Boko Haram, visent les chefs jihadistes Abubakar Shekau, dans la forêt de Sambisa, et Mamman Nur, dans la région du lac Tchad, deux zones de l'Etat du Borno où le groupe est actif.

Selon l'armée nigérienne, quatre soldats ainsi que des dizaines de combattants islamistes ont été tués au cours des derniers jours tandis que des centaines d'autres insurgés ont été forcés de se rendre. Nur a été blessé et une de ses femmes tuée au cours

d'un bombardement de l'aviation, ont déclaré des hauts responsables militaires à Abuja et Shekau est "un cheval épuisé, qui attend son Waterloo", a déclaré le porte-parole de l'armée, le général Sani Usman.

Le porte-parole a précisé que quatre soldats avaient été tués et neuf blessés lundi lors d'un attentat à la voiture piégée contre un véhicule militaire près du camp de Shekau. D'autres responsables militaires et des milices civiles anti-Boko Haram interrogés par l'AFP ont fait état d'un bilan de dix morts.

Des responsables camerounais de la sécurité ont aussi affirmé que deux soldats camerounais avaient été tués dans la forêt de Sambisa, sans que l'on sache s'ils faisaient partie du bilan mentionné par l'armée nigérienne. "Nous avons perdu deux soldats intégrés dans la Force multinationale mixte (la force régionale) lors d'une opération lancée à Sambisa contre Boko Haram. L'opération a été engagée il y a plusieurs jours. Les deux militaires camerounais ont été



Photo : AFP

Boko Haram dont on voit quelques éléments ici, est désormais traqué par l'armée nigérienne et des soldats des pays voisins

tués ces jours-ci lors des combats. L'armée nigérienne est très engagée dans cette opération, mais aussi d'autres forces comme celle du Cameroun", selon une source sécuritaire jointe dans la région de l'extrême-nord du Cameroun. Les opérations contre Shekau, qui a fait allégeance à l'organisation Etat islamique, sont concentrées sur la zone de Parisu. Un dirigeant de milice a précisé que l'attentat à la voiture piégée contre des soldats s'était produit dans le village de Lagara où des mines posées par Boko Haram protègent dans des marais le camp de Shekau. "Une fois la rivière franchie

par les soldats, ils sont à Parisu. Shekau est à leur portée", a-t-il dit.

Selon un chef de milice anti-Boko Haram, l'autre chef jihadiste, Nur, qui entretiendrait des relations avec les groupes liés à Al-Qaïda en Afrique du Nord, aurait été blessé par le raid aérien lancé sur un camp de l'île de Tumbin Kare, sur le lac Tchad, où il s'était rendu la semaine dernière depuis son quartier général de Tumbin Gini. "Mamman Nur se déplaçait autour des îles sous son contrôle pour éviter d'être repéré. Cette fois il n'a pas eu de chance", a-t-il dit.

Boko Haram mène une insurrection depuis 2009

pour la création d'un Etat islamique dans le nord-est du Nigeria, des violences qui ont fait au moins 20.000 morts et plus de 2,6 millions de déplacés. Le président nigérien Muhammadu Buhari, un ex-général qui devrait briguer un second mandat l'an prochain, a été élu en 2015 sur la promesse d'en finir avec les insurgés.

Lui-même et de hauts responsables militaires ont assuré à plusieurs reprises que le groupe avait largement été vaincu, chassé par l'armée de vastes territoires du Nord-Est dont il s'était emparé, mais Boko Haram poursuit régulièrement ses attentats dans des zones éloignées.

La faction dirigée par Nur a revendiqué vendredi dernier un raid sur une base militaire qui a fait neuf morts fin décembre. Plusieurs fois donné pour mort par les autorités, Shekau est apparu le 2 janvier dernier dans une nouvelle vidéo, revendiquant une série d'attaques dans la capitale du Borno, Maiduguri, et dans les villes de Gamboru et Damboba frontalières du Cameroun.

Royaume-Uni/Politique

Theresa May achève la composition de son gouvernement

AFP
Londres/Royaume-Uni

LA Première ministre britannique Theresa May a achevé, hier, le remaniement de son gouvernement, commencé la veille de manière assez chaotique et censé lui donner un souffle nouveau, malgré le maintien des poids lourds dans leurs fonctions. Mme May s'est attaquée, hier, aux postes de secrétaires d'Etat, où elle a voulu introduire des profils plus jeunes, féminins et issus de la diversité afin que "le gouvernement ressemble davantage au pays qu'il sert", selon un communiqué.

Le secrétaire d'Etat au commerce international, Mark Garnier, a été la première tête à tomber hier, et a lui-même annoncé son départ sur Twitter, se disant "très triste d'avoir perdu son poste". En fin d'année 2017, il avait été l'objet d'une enquête après avoir demandé à sa secrétaire d'acheter des sex toys, au moment où des accusations de harcèlement sexuel visaient la classe politique.

La veille, la Première ministre avait amorcé la modification de son équipe, annonçant les nouvelles nominations au compte-gouttes, sans toutefois toucher aux poids lourds, en première ligne dans les négociations sur le Brexit qui doivent reprendre en janvier.

Ses plans ont été contrariés par le refus de deux ministres de quitter leurs postes, lors d'une journée jugée "confuse" par la presse britannique et critiquée aussi par des députés conservateurs.

Jeremy Hunt, que la Première ministre voulait nommer aux Entreprises, s'est accroché à la Santé, faisant plier Mme May qui l'a maintenu à son poste. Quant à la ministre de l'Education, Justine Greening, elle a refusé de changer de ministère et claqué la porte du gouvernement. La journée d'hier avait aussi débuté par un gros cafouillage, le Parti conservateur félicitant Chris Grayling pour sa nomination à sa tête avant d'effacer son tweet: c'est en fait Brandon Lewis qui a été nommé à ce poste. Il devient aussi secrétaire d'Etat sans portefeuille, en remplacement de Patrick



Photo : AFP

Mme Theresa May, Premier ministre britannique : l'ossature de son équipe gouvernementale est désormais complète.

McLoughlin.

- Marge de manœuvre limitée -

Ce remaniement, faut-il souligner, est censé marquer un nouveau départ pour la Première ministre, dont l'autorité a été fortement contestée depuis l'échec de son Parti conservateur aux élections législatives de juin 2017, où il a perdu sa majorité absolue. Mais la marge de manœuvre de la Première ministre était limitée en raison de la nécessité de maintenir l'équilibre entre partisans d'un Brexit dur et ceux qui souhaitent que le pays reste le plus proche possi-

ble de l'UE.

Au final, les ténors du gouvernement sont restés en place, y compris le tempétueux ministre des Affaires étrangères Boris Johnson. Les ministres de l'Intérieur, des Finances, de la Défense, du Commerce et du Brexit restent inchangés. Même Andrea Leadsom, leader de la Chambre des Communes, chargée des relations entre les députés et l'exécutif, a été maintenue en poste, malgré le revers que les parlementaires ont récemment infligé à Theresa May, obtenant contre l'avis du gouvernement que le Parlement organise

un vote sur les termes de l'accord final du Brexit.

En outre, Mme May avait déjà dû remplacer trois ministres en quelques semaines fin 2017, le dernier à partir étant le vice-Premier ministre Damian Green, sur fond de scandale sexuel. Il est remplacé par David Lidington, jusqu'alors chargé de la Justice, un europhile qui aura pour tâche de soutenir la Première ministre et le cabinet.

En dépit des critiques, le tout nouveau président du Parti conservateur s'est voulu positif, affirmant mardi à la BBC qu'il y avait eu un "véritable afflux de nouveaux talents". Le député Philip Davies a lui estimé dans le Telegraph que "cela ne rend service à personne de promouvoir des gens qui ne sont pas prêts à être promus, seulement en raison de leur genre ou de leur race".

Un commentaire réprouvé par le porte-parole de Mme May, qui a assuré qu'il s'agissait de "mettre en place l'équipe adéquate pour s'attaquer aux défis auxquels le pays est confronté", comme le logement, la santé et l'éducation.

A travers le monde

• Corées/politique
De hauts représentants des deux Corées se sont retrouvés

Des hauts représentants de deux Corées se sont rencontrés, hier, dans le cadre d'un premier face-à-face officiel en plus de deux ans, focalisant sur les prochains jeux Olympiques d'hiver après les tensions provoquées par les ambitions nucléaires de Pyongyang.

• Egypte/élection
Le premier tour de l'élection présidentielle en mars

Le premier tour de l'élection présidentielle en Egypte aura lieu du 26 au 28 mars et un second tour se tiendra, si besoin, du 24 au 26 avril, a annoncé l'Autorité nationale des élections.

• Colombie/trêve
Pour un cessez-le-feu plus solide

L'ONU et l'Eglise catholique, qui participent à la vérification du respect de la trêve entre le gouvernement colombien et la guérilla de l'ELN, en vigueur depuis le 1er octobre et jusqu'au 9 janvier, ont demandé un "cessez-le-feu plus solide".

• Madagascar/pluies
Les pluies torrentielles font plusieurs sinistrés

Les pluies diluviennes qui ont accompagné le passage la semaine dernière du cyclone Ava sur la partie orientale de l'île de Madagascar ont fait 29 morts et plus de 80.000 sinistrés, selon un nouveau bilan publié par les autorités malgaches.

• Etats-Unis/téléphonie

Apple sommée de rendre des comptes

Deux actionnaires du géant américain Apple, préoccupés par les effets sur la santé mentale d'un usage excessif des iPhone, ont demandé à la marque à la pomme une étude sur l'addiction des enfants à ses téléphones mobiles, selon l'agence Bloomberg.

• Nigeria-violences
Plusieurs morts entre cultivateurs et éleveurs

Au moins 80 personnes ont trouvé la mort dans l'Etat du Benue, dans le centre du Nigeria depuis le 31 décembre, lors d'affrontements entre cultivateurs et éleveurs qui ont chassé des dizaines de milliers de personnes de chez elles, a annoncé mardi un responsable des secours. Les violences entre éleveurs en majorité musulmans et agriculteurs chrétiens se sont intensifiées après le Nouvel An, notamment en raison d'une nouvelle loi qui interdit aux éleveurs de bétail nomades de se déplacer à l'intérieur de l'Etat.